

ARMES A SOUS-MUNITIONS

Armes à sous-munitions : toutes les victimes signalées en 2024 étaient des civils

Lyon, le 12 septembre 2025. Le rapport 2025 de l'Observatoire sur les armes à sous-munitions révèle que le nombre de victimes de ces armes a augmenté en 2024. Pire, pour la 1^{ère} fois, toutes les victimes signalées étaient des civils. Bien que ces armes soient interdites depuis 2008 par la Convention sur les armes à sous-munitions, elles continuent d'être utilisées, notamment par la Russie, le Myanmar ou la Syrie. Le retrait récent de la Lituanie de la Convention constitue également un glissement inquiétant pour la protection des civils. Les États se réuniront à Genève du 16 au 19 septembre prochain lors de la conférence sur les armes à sous-munitions. Handicap International les appelle à réaffirmer plus fort leur engagement envers la Convention.

Notes aux rédactions : _

_ Le rapport en entier est disponible [ici](#).

_ Des porte-paroles de HI sont disponibles. Merci de contacter Clara Amati (06 98 65 63 94) pour toute demande.

Évolution inquiétante en 2024

Le rapport 2025 Cluster Munition Monitor fait état d'une augmentation très préoccupante du nombre de victimes civiles causées par les armes à sous-munitions, avec **314 victimes** recensées dans le monde rien qu'en 2024. **Toutes les victimes recensées en 2024 étaient des civils. Les enfants** représentaient **42 % des personnes blessées** par des restes d'armes.

Des **utilisations** ont été signalées en **Ukraine, au Myanmar et en Syrie** (avant la chute du régime d'Assad). Pour la troisième année consécutive, **l'Ukraine a enregistré le plus grand nombre de victimes**, ce qui reflète l'utilisation continue et dévastatrice de ces armes dans les zones de conflit : l'Ukraine a déploré 193 victimes civiles d'attaques d'arme à sous-munitions en 2024, auxquelles s'ajoutent 15 autres blessées par des sous-munitions non explosées. Il est probable que de nombreuses autres victimes militaires n'aient pas été signalées dans le rapport.

De **nouvelles victimes** d'armes à sous-munitions ont été enregistrées **dans neuf pays en 2024** : Afghanistan, Irak, Laos, Liban, Mauritanie, Myanmar, Syrie, Ukraine et Yémen. Des victimes d'engins non explosés ont été recensées en Afghanistan, en Irak, au Laos, au Liban, en Mauritanie, en Syrie, en Ukraine et au Yémen. Des victimes d'attaques à l'arme à sous-munitions ont été recensées au Myanmar, en Syrie et en Ukraine.

Le défi du déminage des armes à sous-munitions

Les armes à sous-munitions se dispersent sur de vastes zones, laissant souvent derrière elles des centaines de bombes non explosées. **Beaucoup d'entre elles n'explosent pas à l'impact** (jusqu'à 40 % d'entre elles) et agissent comme des mines terrestres cachées pendant des années. On les trouve souvent dans les terres agricoles, les villages et les écoles, mettant en danger les civils, en particulier les enfants.

Le déminage des armes à sous-munitions est extrêmement dangereux en raison du risque élevé de détonation accidentelle, en particulier avec des sous-munitions instables ou dégradées, ce qui représente un danger non seulement pour les civils, mais aussi pour le personnel chargé du déminage.

En raison de leur nature sensible, les sous-munitions sont détruites à l'aide d'explosifs à l'endroit où elles sont trouvées et ne sont pas déplacées. Cela nécessite des équipes hautement qualifiées, des équipements spécialisés et des opérations de longue durée.

La Convention en péril

Le 20 mars 2025, **la Lituanie s'est officiellement retirée de la Convention** de 2008 sur les armes à sous-munitions. Cette décision intervient dans un contexte d'érosion progressive et inacceptable des normes internationales ces dernières années : il y a un an, **les États-Unis ont fourni des armes à sous-munitions à l'Ukraine et ont continué à le faire.**

Le rapport 2025 Monitor recense également **17 producteurs** (ou États se réservant le droit de le faire) **d'armes à sous-munitions** : Brésil, Myanmar, Chine, Pakistan,

Égypte, Pologne, Grèce, Roumanie, Inde, Russie, Iran, Singapour, Israël, Corée du Nord, Corée du Sud, Turquie, États-Unis. Il convient de noter que la société indienne SMPP a fait la promotion des armes à sous-munitions lors du salon Eurosatory Arms Exhibition à Paris en juin 2024.

En 2023 et 2024, les États-Unis ont procédé à sept transferts d'armes à sous-munitions américaines vers l'Ukraine et il a été rapporté que ces armes avaient été transportées via l'Allemagne, État partie.

Les effets des armes à sous-munitions depuis 1960

Depuis le début des enregistrements au milieu des années 1960, on estime que plus de 56 800 personnes ont été tuées ou blessées par des armes à sous-munitions dans le monde. La République démocratique populaire lao, la Syrie, l'Irak, le Vietnam et l'Ukraine restent les pays les plus touchés.

Le rapport note également une tendance inquiétante dans la production et la promotion des armes à sous-munitions par des États non-parties à la convention, notamment des preuves de fabrication récente en Iran, en Corée du Nord et en Corée du Sud. En outre, entre juillet 2023 et avril 2024, les États-Unis ont livré au moins cinq cargaisons d'obus à fragmentation à l'Ukraine. L'Allemagne a servi de voie de transit pour ce transfert.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérables, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.